

David Eugen (C, SG), Berichterstatter: Wir beantragen Ihnen, an der Übergangsbestimmung, die wir letztes Mal beschlossen haben, festzuhalten. Wir haben letztes Mal beschlossen, dass jene, die aus irgendwelchen Gründen in der Vergangenheit in der irrigen Meinung waren, wir hätten uns bei der Gesetzgebung unklar ausgedrückt, keinen Schaden erleiden sollen. Wir haben daher für die alten Verträge eine Übergangsbestimmung vorgesehen, wonach aus den alten Verträgen keine Steuern resultieren.

Ich ersuche Sie namens der Kommission, die in dieser Frage geschlossen war, an der Übergangsbestimmung festzuhalten. Damit beachten wir den Grundsatz von Treu und Glauben.

Couchepin Pascal (R, VS), rapporteur: La proposition subsidiaire de la commission, soit le maintien des dispositions transitoires, est nécessaire au vu du vote qui est intervenu.

Si on avait voté avec la majorité, cette suppression aurait été sans dommage. Dans l'état actuel, ce serait dommage, en particulier à l'égard de ceux qui, sur la base des dispositions actuelles, ont contracté de telles assurances à prime unique. C'est leur rendre justice et éviter qu'ils puissent se plaindre de l'insécurité qui leur aurait porté tort que d'accepter le maintien de ces dispositions transitoires.

*Angenommen gemäss Eventualantrag der Kommission
Adopté selon la proposition subsidiaire de la commission*

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

94.015

Direkte Bundessteuer. Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden Impôt fédéral direct. Harmonisation des impôts directs des cantons et des communes

Botschaft und Gesetzentwurf vom 16. Februar 1994 (BBI II 357)

Message et projet de loi du 16 février 1994 (FF II 353)

Beschluss des Ständerates vom 30. Mai 1994

Décision du Conseil des Etats du 30 mai 1994

Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Früh Hans-Rudolf (R, AR), Berichterstatter: Ich darf Sie namens der WAK bitten, einzutreten und dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen.

Worum geht es? Es geht um die Änderung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer und des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden.

Der Bundesrat hatte eine Lösung vorgeschlagen, die auch echtes Fremdkapital steuerlich zu Eigenkapital werden lassen kann und von der vor allem auch Wohnbaugenossenschaften betroffen würden. Mit seiner starren Fassung geht der Bundesrat von einer Vorgabe aus, die dem einzelnen Fall überhaupt nicht zu genügen vermag. Das im Entwurf erwähnte Viertel kann oft zu hoch oder auch zu niedrig sein. Das wird der Sachlage aber nicht gerecht. Nach dem ursprünglichen Drittel erscheint nun ein ebenso starres Viertel. In der Praxis sind aber diese starren Sätze falsch. Es kann doch nicht sein, dass echte Fremdkapitalzinsen plötzlich zum Einkommen gerech-

net werden. Ganz im Gegenteil: Kapitalzinsen gelten eindeutig als Gewinnungskosten und sind vom steuerbaren Betrag in jedem Fall abzusetzen.

Der Ständerat stellt in seiner Formulierung den Grundsatz auf, das steuerbare Eigenkapital sei auf den Wert festzusetzen, der ihm nach seiner wirtschaftlichen Bedeutung zukomme. Diesem Grundsatz ist eigentlich nichts mehr beizufügen. Er ist nämlich geeignet, Probleme zu lösen. Wenn wir diesen Grundsatz aufnehmen und durchziehen, verbessern wir den Zustand merklich. Die Verwaltung muss nicht mehr mit grossem Aufwand Steuerumgehung nachweisen. Es genügt vollständig, wenn der Nachweis erbracht wird, dass eine Gesellschaft unterkapitalisiert ist. In der Steuerveranlagung kann man die nötigen und der Situation entsprechenden Korrekturen vornehmen.

Beim Studium der Ständeratsprotokolle fällt auf, dass eine erste Vernehmlassung bei den Kantonen scheinbar ein anderes Resultat ergeben hatte als die zweite. Ich nehme nicht an, dass der Herr Bundespräsident die Praxis ändern und jeweils eine zweite Vernehmlassungsrunde nachschliessen will, wenn die erste nicht zu dem Erfolg führte, den er sich vorgestellt hatte.

Die Immobilien- und Wohnbaugenossenschaften sind der Auffassung, dass die vom Ständerat einstimmig angenommene Fassung mit dem erwähnten Grundsatzartikel in der Bundesgerichtspraxis der vergangenen Jahre die Gestalt einer klaren Praxis angenommen hat. Wenn die Möglichkeit besteht, Leuten, die Steuern hinterziehen wollen – das ist ja das Thema von heute morgen –, wirklich zu begegnen, dann sollten wir in diesem Hause als Gesetzgeber doch darauf achten, dass deswegen nicht andere Leute unnötig schikaniert werden.

Die WAK beantragt Ihnen, dem einstimmig gefällten Beschluss des Ständerates zuzustimmen.

Theubet Gabriel (C, JU), rapporteur: On peut s'étonner que les règles applicables au capital propre dissimulé, introduites lors de l'adoption, le 14 décembre 1990, des lois fédérales sur l'impôt fédéral direct et sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, soient déjà révisées, alors que la première n'est pas encore en vigueur.

L'affaire dont nous avons à traiter aujourd'hui résulte en fait de deux motions transmises par les Chambres, celle de M. Engler (92.3530) au Conseil national et celle de M. Rüesch (93.3092) au Conseil des Etats.

Les règles adoptées, en ce qui concerne le capital propre dissimulé des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives, sont destinées à empêcher que ces entités puissent, au moyen de prêts rémunérables accordés par leurs associés, réduire de manière abusive le bénéfice imposable de l'entreprise. L'objectif est d'abord d'empêcher les personnes concernées de se soustraire à la double imposition des bénéfices distribués.

La solution proposée actuellement aux articles 75 Lfd et 29 alinéa 3 Lhid est la suivante: l'alinéa 1er fixe le principe général, à savoir: «Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives est augmenté de la part de leurs fonds étrangers qui est économiquement assimilable au capital propre.» Ce principe n'a jamais fait l'objet de critiques. La seule question qui se pose est celle de l'appréciation de l'autorité fiscale. Cette question est partiellement résolue à l'alinéa 2 actuel qui dit que «Pour les sociétés immobilières, le capital propre imposable correspond au tiers de la valeur de leurs actifs déterminante pour l'impôt sur le bénéfice.» Cette règle offre l'avantage de la simplicité pour l'autorité fiscale appelée à trancher.

Mais ce schématisme a donné lieu à de nombreuses protestations, traduites par les motions Engler et Rüesch. La charge fiscale devient particulièrement insoutenable en regard des dispositions concernant les sociétés immobilières au sens des articles 51 et 52 de la loi fédérale encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements. En effet, le redressement d'intérêts passifs peut avoir des conséquences très lourdes, voire insupportables dans certains cas.

Tenant compte de ces critiques, le Conseil fédéral propose dans son message de modifier l'article 75 Lfd, ainsi que

l'article 29 Lhid, et de créer un nouvel article 29a dans cette dernière. Il reprend tout d'abord le principe relatif à l'imposition du capital propre dissimulé, puis il prévoit deux mesures. Par la première, il ramène le capital propre minimum d'un tiers à un quart de la valeur des actifs déterminante pour l'impôt sur le bénéficiaire. Par la seconde, il prévoit une dérogation à ce principe en faveur des sociétés immobilières qui construisent des logements sociaux, en excluant toute augmentation de leur capital propre imposable.

Après être entrée en matière sans discussion, la commission a décidé, par 13 voix contre 5, d'adopter la solution préconisée par le Conseil des Etats, soit de retenir le seul principe général relatif à la question du capital propre dissimulé. En conséquence, elle vous propose de biffer les alinéas 2, 3 et 4 des articles 75 Lfd et 29a Lhid.

La pratique administrative et judiciaire en matière de sous-capitalisation permet en effet de résoudre ce problème de manière satisfaisante. De plus, la fixation du capital propre minimum des sociétés immobilières à un quart des actifs déterminants ne tient vraiment pas compte de la réalité économique. Certes, les sociétés immobilières peuvent échapper à la sous-capitalisation lorsque les valeurs immobilières augmentent, mais il faut admettre que le fisc bénéficie aussi de cette évolution.

Par ailleurs, il n'est pas certain que la mesure proposée par le Conseil fédéral soit de nature à empêcher les abus. En revanche, en s'appuyant sur les principes généraux de la fiscalité, l'Administration fédérale des contributions pourra adopter des critères plus sévères lorsqu'elle constate que les fonds étrangers ne sont pas absolument nécessaires à l'activité de l'entreprise. Quant à l'exception prévue en faveur des sociétés immobilières à caractère social, on peut estimer qu'une telle mesure constituerait un corps étranger dans notre législation fiscale et qu'elle aurait tout au plus pour effet d'inciter certaines sociétés à demander l'aide de la Confédération.

En conclusion, la commission ne conteste nullement le principe relatif au redressement du capital propre dissimulé. Elle exige que seuls des critères économiques soient pris en considération pour régler cette question. Ajoutons enfin que le Département fédéral des finances peut aussi s'accommoder du seul principe relatif à la sous-capitalisation et que le maintien d'une disposition spéciale concernant les sociétés immobilières ainsi que d'une exception en faveur des sociétés qui construisent des logements sociaux n'est pas un élément vital pour le fisc.

En conséquence, la commission vous propose, par 13 voix sans opposition et avec quelques abstentions, de suivre la décision du Conseil des Etats.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. I–III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, ch. I–III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung

Vote sur l'ensemble, par appel nominal

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:

Allenspach, Aregger, Bär, Baumann, Baumberger, Bäumlín, Béguelin, Berger, Binder, Bischof, Blocher, Bodenmann, Bonny, Borel François, Bugnon, Bühlmann, Bühler Gerold, Bundi, Bürgi, Chevallaz, Comby, Danuser, Deiss, Dettling, Diener, Dormann, Dreher, Dünki, Duvoisin, Eggenberger, Eggly, Eymann Christoph, Fankhauser, Fehr, Fischer-Hägglingen, Fischer-Seengen, Frey Claude, Frey Walter, Friderici

Charles, Fritschi Oscar, Früh, Giezendanner, Giger, Graber, Gros Jean-Michel, Gysin, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Hegetschweiler, Herczog, Hess Peter, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jäggi Paul, Jenni Peter, Jöri, Kern, Leemann, Leu Josef, Leuba, Leuenberger Ernst, Loeb François, Maitre, Mamie, Mauch Rolf, Mauch Ursula, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Misteli, Mühlemann, Müller, Nabholz, Narbel, Nebiker, Neuenschwander, Oehler, Pini, Poncet, Reimann Maximilian, Robert, Ruckstuhl, Ruf, Ruffy, Rychen, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmid Samuel, Schmidhalter, Schnider, Spielmann, Spoerry, Steffen, Steinegger, Steinemann, Strahm Rudolf, Stucky, Thür, Vetterli, Vollmer, Weder Hansjürg, Weyeneth, Wittenwiler, Wyss William, Zbinden, Ziegler Jean, Zisayadis, Züger, Zwygart (118)

Abwesend sind – Sont absents:

Aguet, Aubry, Bezzola, Bircher Peter, Blatter, Borer Roland, Borradori, Bortoluzzi, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühler Simeon, Caccia, Camponovo, Carobbio, Caspar-Hutter, Cavadini Adriano, Cincera, Columberg, Cornaz, Couchepin, Darbellay, de Dardel, David, Ducret, Engler, Epiney, Fasel, von Felten, Fischer-Sursee, Gobet, Goll, Gonseth, Grendelmeier, Gross Andreas, Grossenbacher, Hafner Rudolf, Heberlein, Hess Otto, Hildbrand, Jaeger, Jeanprêtre, Keller Anton, Keller Rudolf, Kühne, Ledergerber, Lepori Bonetti, Leuenberger Moritz, Maeder, Marti Werner, Maspoli, Matthey, Moser, Ostermann, Perey, Philipona, Pidoux, Raggenbass, Rechsteiner, Rohrbasser, Rutishauser, Schmied Walter, Schwab, Schweingruber, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Sieber, Stalder, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steiger Hans, Steiner Rudolf, Suter, Theubet, Tschäppät Alexander, Tschopp, Tschuppert Karl, Wanner, Wick, Wiederkehr, Zwahlen (81)

Präsidentin, stimmt nicht – Présidente, ne vote pas:

Haller

(1)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Direkte Bundessteuer. Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden

Impôt fédéral direct. Harmonisation des impôts directs des cantons et des communes

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.015
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.09.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1325-1326
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 418

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.